

Etats-Unis/Diplomatie

# Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord nucléaire iranien

AFP  
Washington/États-Unis

*De vives tensions avec les alliés européens ne sont pas à exclure. Ni l'ambition de Téhéran de se doter désormais de l'arme atomique*

**DONALD** Trump a annoncé hier le retrait des Etats-Unis de l'accord nucléaire iranien au risque d'ouvrir une période de vives tensions avec ses alliés européens et d'incertitudes quant aux ambitions atomiques de Téhéran.

Quinze mois après son arrivée au pouvoir, le 45e président des Etats-Unis a décidé, comme il l'avait promis en campagne, de sortir de cet accord emblématique conclu en 2015 par son prédécesseur démocrate Barack Obama après 21 mois de négociations acharnées.

"J'annonce aujourd'hui que les Etats-Unis vont se retirer de l'accord nucléaire iranien", a-t-il déclaré dans une allocution télévisée depuis la Maison Blanche, annonçant le rétablissement des sanctions contre la République islamique qui avaient été levées en contrepartie de l'engagement pris par l'Iran de ne pas se doter de l'arme nucléaire.

Le locataire de la Maison Blanche n'a donné aucune précision sur la nature des sanctions qui seraient rétablies et à quelle échéance mais il a mis en garde : "tout pays qui aidera l'Iran



Photo : AFP

Le président Donald Trump annonçant hier soir, depuis la Maison Blanche, le retrait des Etats-Unis de l'accord nucléaire iranien.

dans sa quête d'armes nucléaires pourrait aussi être fortement sanctionné par les Etats-Unis".

Dénonçant avec force cet accord "déastreux", il a assuré avoir la "preuve" que le régime iranien avait menti sur ses activités nucléaires.

Son allocution était très attendue au Moyen-Orient où beaucoup redoutent une escalade avec la République islamique mais aussi de l'autre côté de planète, en Corée du Nord, à l'approche du sommet entre Donald Trump et Kim Jong Un sur la dénucléarisation de la péninsule.

A l'exception des Etats-Unis, tous les signataires ont défendu jusqu'au bout ce compromis qu'ils jugent "historique", soulignant que l'Agence internationale

de l'énergie atomique (AIEA) a régulièrement certifié le respect par Téhéran des termes du texte censé garantir le caractère non militaire de son programme nucléaire.

Le chef de la diplomatie allemand Heiko Maas a dit redouter "qu'un échec ne conduise à une escalade" au Moyen-Orient.

En contrepartie des engagements pris par Téhéran, Washington a suspendu ses sanctions liées au programme nucléaire iranien. Mais la loi américaine impose au président de se prononcer sur le renouvellement de cette suspension tous les 120 ou 180 jours, selon le type de mesures punitives. Certaines suspensions arrivent à échéance samedi, mais le gros d'entre elles restent en théorie en vigueur

jusqu'à mi-juillet.

**MISSILES BALISTIQUES**

En janvier, l'ancien magnat de l'immobilier avait lancé un ultimatum aux Européens, leur donnant jusqu'au 12 mai pour "durcir" sur plusieurs points ce texte signé par Téhéran et les grandes puissances (Etats-Unis, Chine, Russie, France, Royaume-Uni, Allemagne).

En ligne de mire : les inspections de l'AIEA ; la levée progressive, à partir de 2025, de certaines restrictions aux activités nucléaires iraniennes, qui en font selon lui une sorte de bombe à retardement ; mais aussi le fait qu'il ne s'attaque pas directement au programme de missiles balistiques de Téhéran ni à son rôle jugé "déstabilisateur" dans plusieurs pays du Moyen-Orient (Syrie,

Yémen, Liban...).

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a immédiatement indiqué qu'il soutenait "totalement" la décision "courageuse" de Donald Trump.

**"POLITIQUE INTERIEURE"**

A l'issue de sa visite à Washington, le président français n'avait pas caché son pessimisme. Selon lui, le milliardaire républicain risque de claquer la porte "pour des raisons de politique intérieure".

Malgré la réprobation internationale, c'est déjà au nom de son slogan "America First", "l'Amérique d'abord", que le président de la première puissance mondiale a renié plusieurs engagements multilatéraux, comme l'accord de Paris sur le climat ou le traité de libre-échange transpacifique.

L'annonce d'hier va avoir des répercussions encore difficiles à prédire. Les Européens ont fait savoir qu'ils comptent rester dans l'accord quoi qu'il adienne. Mais que vont faire les Iraniens ?

Pour l'instant, Téhéran, où cohabitent des ultraconservateurs autour du guide suprême Ali Khamenei et des dirigeants plus modérés autour du président Hassan Rohani, ont soufflé le chaud et le froid.

La République islamique a menacé de quitter à son tour l'accord de 2015, de relancer et accélérer le programme nucléaire, mais a aussi laissé entendre qu'elle pourrait y rester si les Européens pallient l'absence américaine.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique. La maire du Cap limogée**

Patricia de Lille, la maire du Cap, deuxième ville d'Afrique du Sud, a été limogée hier de son poste par l'Alliance démocratique (DA), le principal parti d'opposition, qui l'a exclue de ses rangs notamment pour "faute professionnelle".

• **Libye/Attentat. Au moins deux morts dans l'est**

Au moins deux personnes ont été tuées hier dans un attentat suicide, revendiqué par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), contre un barrage tenu par l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Khalifa Haftar, dans l'est du pays, selon un responsable de la sécurité.

A travers le monde

• **Arménie/Politique. L'opposant Pachinian élu Premier ministre**



Photo : AFP

Le chef de l'opposition arménienne Nikol Pashinian a été élu hier Premier ministre par le Parlement de cette ex-république soviétique du Caucase du Sud, secouée depuis trois semaines par des protestations antigouvernementales.

• **Corée du Nord-Chine/Diplomatie. Kim Jong Un-Xi Jinping : entente retrouvée**

Le numéro un nord-coréen Kim Jong Un a effectué lundi et hier sa deuxième visite en Chine en moins d'un mois et demi, les deux pays cherchant à afficher leur rapprochement avant le sommet attendu entre l'homme fort de Pyongyang et le président américain Donald Trump.

• **Israël/Justice. Elor Azaria recouvre la liberté en héros**



Photo : AFP

Un soldat franco-israélien, Elor Azaria, condamné à 18 mois de prison en juillet 2017 pour avoir achevé un assaillant palestinien blessé, est sorti de prison hier après avoir purgé la moitié de sa peine et a participé à une parade chez lui à Ramla où il a été accueilli en héros.

## Russie/Au lendemain de la prestation de serment du président Vladimir Poutine Dmitri Medvedev nommé Premier ministre par les députés

AFP  
Moscou/France

**LE** Premier ministre russe en exercice Dmitri Medvedev a été hier renommé à son poste par les députés de la Douma, chambre basse du Parlement, dont une large majorité a voté pour lui.

"Je suis, bien sûr, pleinement conscient de la responsabilité et des difficultés que va rencontrer le gouvernement", a déclaré aux députés M. Medvedev à l'issue du vote.

En présence du président russe Vladimir Poutine qui avait proposé sa candidature la veille, 374 députés ont voté pour la nomination de M. Medvedev et 56 contre. Aucun député ne s'est abstenu. La Douma est dominée par



Photo : AFP

Loyal envers le président Vladimir Poutine, le Premier ministre Dmitri Medvedev a retrouvé hier un poste qu'il occupe depuis 2012.

le parti au pouvoir, Russie Unie, qui dispose de 339 des 430 sièges.

Le Parti communiste et le parti nationaliste de gauche Russie Juste ont an-

noncé ne pas soutenir la candidature de M. Medvedev.

"Je pense que nous serons en mesure de résoudre toutes les tâches fixées par le président", a affirmé M. Medvedev, ajoutant être "prêt à tout faire pour le développement du pays".

Président de la Russie de 2008 à 2012 après avoir été Premier vice-président, M. Medvedev a ensuite occupé le poste de Premier ministre de 2012 à 2018. Âgé de 52 ans et juriste de formation, il a occupé au cours de son dernier mandat une place de plus en plus marginale, limitée aux questions techniques.

Impopulaire et absent, il a été accusé de corruption par l'opposant principal au Kremlin, Alexei Navalny, qui a mobilisé des milliers de manifestants contre lui. M. Medvedev n'a cependant jamais été désavoué par son mentor Vladimir Poutine auquel il voue une loyauté inflexible.